

Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ *Editorial* ~

***Pourquoi et comment intervenir
dans la situation, en toute autonomie,
à partir de principes pour tous ?***

***1- Quelques (bonnes) questions face à
l'Etat tel qu'il est.***

Qu'y a-t-il de possible face à l'Etat qui se montre sans limite contre les gens les plus faibles et les plus pauvres, et contre ceux qui osent dire qu'ils ne sont pas d'accord ?

Comment répondre à la politique de guerre déclarée par Sarkozy et le gouvernement et soutenue sur le fond par la gauche, telle qu'énoncée dans le discours de Grenoble du 30 juillet 2010 ?

Que penser et que tenter face à la logique factieuse d'un certain nombre de policiers, soutenus par un ministre et des députés, qui ont manifesté en armes et en uniforme contre une décision de justice qui punissait (faiblement par rapport aux faits reprochés) une bande de flics que tout le monde aurait qualifiés sans problème

de "ripoux" il y a quelques années ?

A quelles conditions les convictions et les principes que l'on peut avoir pour tous, nos propres paroles, peuvent-ils être forcés de transformation et permettre une quelconque prise sur la situation telle qu'elle est, sur les conséquences qu'entraînent dans la vie des gens et pour tout le pays des lois comme le CESEDA et les actions violentes de la police contre des parties importantes de la population ?

Autour de ces quelques questions, et d'autres de la même veine, nous menons depuis plusieurs mois débats, interventions, propositions. Faisons le point.

2- L'Etat sans limite .

Le discours de Sarkozy à Grenoble le 30 juillet dernier est clair : c'est une déclaration de guerre annoncée comme telle. A partir d'un fait divers, il

organise et propose une politique très offensive contre des parties importantes de la population de France.

Nous avons proposé de nommer cette nouvelle configuration étatique comme étant celle d'un *Etat sans limite*.

- *Sans limite* contre les gens les plus faibles et les plus pauvres ;
- *Sans limite* dans sa volonté de multiplier les lois, mesures, décrets qui peu à peu enlèvent ou suppriment tous droits à certains qui vivent et travaillent ici. Il revendique son droit à être très dur pour persécuter, enfermer, soustraire du droit général qui bon lui semble. Il est là pour désigner qui est "utile" et qui ne l'est pas, qui doit être "mis sur la touche" et qui doit être reconnu et privilégié.
- *Sans limite* enfin quant à l'usage qu'il entend faire de la police et de la gendarmerie, qu'il encourage à maltraiter les gens (jusqu'à tuer) et à manifester comme à Bobigny, où 200 policiers en armes et en uniformes, toutes sirènes hurlantes, ont pris position de façon complètement illégale contre une décision du Tribunal à l'encontre de policiers "ripoux". C'est certainement cela que Sarkozy veut encourager quand il dit "*la police a le sens de l'Etat*".

Dans ce cadre, il énonce ce que sont pour lui les points à traiter : la sécurité, l'immigration ramenée à l'aspect religieux "*les musulmans*", l'identitaire et la guerre comme une réalité déjà là (tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, grâce à la double figure du "*terroriste*" et du "*républicain laïc*"). De la fusion de ces 4 points, il propose des actions, des mesures, des lois. Il érige la police et la gendarmerie comme force de frappe au service exclusif de ce programme.

C'est ainsi que l'Etat sans limites définit sa nouvelle souveraineté, son droit à exercer l'autorité politique. C'est ainsi qu'il nous le dit : en actes et en paroles.

La période précédente a été marquée par le fait que l'Etat a bien montré qu'il était définitivement **séparé** des gens, de la population, dans le sens où il ne tirait plus sa légitimité du souci qu'il pouvait avoir de ce qui arrive à tous (*dés 1999, Jospin, sous Chirac, en a été l'un des précurseurs quand il a expliqué à un certain nombre d'ouvriers, donc à tous, que les licenciements n'étaient pas du ressort de l'Etat,*

ne le concernaient plus ; ou dans sa persévérance à ne pas vouloir reconnaître les sans-papiers comme des ouvriers du pays). Ce qui est sûr, c'est que les programmes électoraux tels qu'ils existaient au XX^e siècle sont bien terminés : plus aucun candidat n'a prétention à parler du travail, de la santé, de l'école, du logement pour tous... Tout cela a été remplacé de manière durable, et néfaste, par les thèmes de la sécurité et l'immigration.

L'Etat sans limites est ainsi, de rupture en rupture, une des suites possible et logique de l'Etat séparé.

3- A distance de l'Etat, les lieux possibles des gens.

Il est tout à fait significatif et inquiétant que la mise en place de ce "nouveau système de gouvernance" se fasse en coexistence et en simultanéité avec un quotidien qui peut paraître banal et connu : par exemple le meurtre par la police, sans aucune raison valable, d'un ouvrier malien à Colombes peut être annoncé et lu en même temps et sur le même ton que la météo ; le nombre d'expulsions qui brisent des vies peut être annoncé en même temps que les futilités du quotidien ; la manifestation factieuse de policiers comme un simple mécontentement etc...

On a vu aussi des millions de gens manifester contre le projet des retraites sans à aucun moment parler de manière offensive et significative de la chasse aux Roms ouverte dès Juillet, ou de l'inquiétant discours de Grenoble, ou tout simplement s'interroger publiquement là-dessus.

C'est comme si on ne pouvait que penser et réagir exclusivement à partir de ce qu'énonce l'état (gouvernement, partis, syndicats, presse...), à partir de ses injonctions et décisions. Le seul moment que l'Etat "offre" aux gens serait alors celui des élections, là où tout est déjà verrouillé : de la droite extrême aux compromis de la "gauche qui n'en finit pas d'être à gauche de la gauche", le consensus parlementaire est fort pour parler des "*immigrés*", des "*musulmans*", du voile, des malades mentaux, de la sécurité...

Au contraire, par le travail engagé, nous montrons qu'il est possible d'avoir son propre espace de pensée, son propre espace de décisions, et cela dans un rapport au réel, dans un rapport à ce qui arrive effectivement aux gens et au pays. Il ne s'agit pas d'un voeu du type "un autre monde est possible", mais bien de faire vivre, point par point, situation par situation, un autre possible porté par les gens eux-mêmes. Cela ne peut se faire que si on décide d'être

autonome, à distance de l'Etat et de ses multiples organisations.

4- Principes, convictions et décisions.

Comme le dit un ami du Rassemblement : **"c'est à chacun d'intervenir, de se présenter physiquement soi-même, pour dire ce qui est et pour dire ce qu'on pense et veut pour tous ; le reste c'est de la consommation"**.

Ce qui est proposé là est en fait une figure renouvelé de ce qu'on a appelé le "militant", celui ou celle qui "s'engage".

Là, il ne s'agit plus d'appartenir à une organisation, d'être adhérent pour faire un de plus. Non, il s'agit de porter soi-même ses convictions, d'en trouver le chemin collectif, et de le penser comme un processus, dans la durée. Cela ne se donne plus dans la prise de l'état (par les élections ou la révolution) ou sa destruction comme solution, mais dans la propre capacité de chacun à faire vivre réellement ce qu'on veut, pour tous, dans un rapport d'égalité.

A cela notre ami ajoute : *"on a besoin de propositions pour les gens, pour que la vie soit tranquille et pour que chacun soit respecté, car la vie de chacun compte"*.

Ainsi, on peut très bien décider et affirmer que tous les gens qui vivent ici, sur le territoire, doivent avoir les mêmes droits. Que chacun compte et doit être respecté.

On peut très bien intervenir pour affirmer que les gens ne sont pas en guerre et ne veulent pas l'être, et que rien ne justifie la mise en guerre des gens entre eux.

On peut aussi intervenir pour que la police ne soit pas omniprésente partout, quand il ne se passe rien de grave, comme sur les marchés, les rues de la ville etc...Les contrôles de police doivent rester exceptionnels et rares : la police n'a pas à avoir les pleins pouvoirs, elle doit être maintenue hors de tout rôle politique, elle ne

doit pas cibler un quelconque "type" de population.

On peut aussi dire qu'il faut laisser les gens de religion musulmane tranquilles, quoi que l'on pense des croyances religieuses. La surveillance et la méfiance envers les musulmans doivent cesser.

Les lois d'exclusion doivent être abrogées : CESEDA, Perben, rétention de sûreté, Loppsi...

Les ouvriers étrangers doivent être respectés et leur travail reconnu : la régularisation de tous doit se faire, les expulsions cesser.

On peut aussi engager chacun à rompre avec le "sécuritaire" et la notion "d'immigrés" ou de "musulmans" : ce sont des termes maniés par des spécialistes de l'état pour diviser, faire peur et rendre muets.

On peut, contre le tri des gens qui se met en place (les "utiles" et les inutiles) se battre pour une justice réelle, pour l'égalité et les droits pour tous.

Et comme le dit encore mon ami qui n'écrit pas mais parle bien : **"il faut se présenter, il faut présenter ce qu'on vit vraiment et ce qu'on pense, car l'état lui veut l'absence des gens ; la présentation des gens eux-mêmes lui fait peur"** et de rajouter : *"l'état est fort physiquement, mais il est faible dans la politique réelle"*.

Des lieux existent déjà pour mener ce travail. D'autres sont à inventer. **Les Assemblées** que nous proposons de tenir publiquement et régulièrement sur ces points, participent de ce travail.

A chacun de décider d'en être.

Jean-Louis

Nous appelons à une Assemblée Samedi 8 Janvier 2011, à 15h, Place du Capitole,

Qu'il s'agisse du meurtre de l'ouvrier Malien à Colombes (celui que la presse a nommé pendant plusieurs jours *"le Malien clandestin"*),

Ou que ce soit la manifestation complètement illégale des policiers en uniforme et en armes contre le Tribunal de Bobigny (manifestation soutenue par le gouvernement et un certain nombre de députés), manifestation qui s'apparente à un coup de force,

Ou que ce soit les nouvelles mesures (comme la loi LOPPSI, et d'autres encore en préparation),

nous pensons que tout cela est la mise en pratique du discours de Sarkozy à Grenoble cet été, discours de guerre contre de grandes parties de la population.

Pour y faire face, nous proposons de nous réunir régulièrement et publiquement dans des **Assemblées, lieux de débats et de décisions**, pour affirmer par notre présence, nos paroles et nos actes notre volonté d'un pays pour tous.

IL NE FAUT PAS LAISSER L'ÉTAT ECRASER LES GENS QUI CHERCHENT A VIVRE.

Si on ne veut pas laisser l'état écraser les gens qui cherchent à vivre, c'est à chacun de prendre ses responsabilités face à la gravité de la situation, et à s'engager personnellement, dans la durée.

1- La politique de l'état contre les Roms, c'est un traitement inhumain.

Je ne comprends pas qu'on laisse traiter des gens comme ça. Ils sont venus parce que chez eux, il n'y a rien, ils ne peuvent pas vivre. J'ai vu un reportage, une femme disait "*Là-bas, je suis dans une situation encore pire qu'ici*". Ce ne sont pas des voleurs, des criminels, ils cherchent juste du travail, pour vivre, faire vivre leur famille. Une personne qui travaille ici nourrit un quartier dans son pays d'origine. C'est presque la même situation qu'en Mauritanie. On ne peut pas laisser les gens mourir de faim, **il faut les mêmes critères pour tous, les mêmes droits pour tous.**

2- Si tu es pauvre, tu n'as pas ta place ici.

Quelle différence entre les Roms et les sans papiers ? D'un côté, il y a des différences, mais si on réfléchit bien, sur le fond, c'est pareil : Tous sont des personnes menacées, dans une situation aggravée par la politique de l'état contre eux, ils vivent des situations de stress, avec toujours le mal au ventre.

Normalement, les Roms sont des européens, mais l'état leur applique le CESEDA et les traite comme les étrangers extra-communautaires. Parce que je n'ai jamais entendu qu'ils ont expulsé un allemand, ou un espagnol ! La différence en fait entre un roumain et un allemand, c'est que l'un est pauvre, et pas l'autre. C'est une politique voulue contre les pauvres pour les écraser.

Ils disent "*La France n'est pas la poubelle du monde*", mais les gens ne sont pas des déchets, ils sont des personnes. Par leur travail, par leur vie ici, ils créent, ils apportent au pays.

Logiquement, c'est une bonne chose pour tout le monde, pas du tout une catastrophe !

Après le tri des étrangers extra-communautaires, on est passés au tri des européens, pour en arriver au tri des français, qui a été voté dans le CESEDA modifié par Besson : les français naturalisés n'ont plus les mêmes droits que les français de naissance. L'étape d'après c'est le tri des français par l'origine de leurs parents ?

En triant comme ça les habitants du pays par leur origine, et par leur statut, l'état dit clairement qu'il n'est pas pour tout le monde et qu'il choisit à qui il donne des droits ou pas.

3- Il faut arrêter de toujours traiter les gens pauvres et les étrangers de voleurs, ce n'est pas vrai.

Et il faut laisser travailler les gens qui veulent travailler, c'est mieux pour tout le monde. L'état prend l'argument de l'hygiène pour expulser les Roms, mais c'est un faux argument. Ceux qui sont nomades, c'est leur mode de vie, il faut respecter ça. Les gens préfèrent vivre dans la propreté et le confort, c'est sûr. C'est seulement parce qu'ils sont tout le temps persécutés qu'ils ne peuvent pas vivre dans l'hygiène. L'état les oblige à vivre sans hygiène et après ils disent on doit les expulser pour leur bien. Mais il suffit de les autoriser à s'installer avec l'eau etc... et aussi de les autoriser à travailler pour qu'ils puissent vivre avec leur famille.

En fait, ça permet ensuite à l'état de dire, "*vous voyez, c'est pas des gens bien, ils sont sales, ils ne travaillent pas, ils ne méritent pas de rester*". Comme ça, ça habitue les gens à

accepter que l'état trie les habitants du pays, d'un côté ceux qui " méritent " , de l'autre ceux " qui ne méritent pas ". Si on regarde, pour les Roms, il s'est passé la même chose que pour les migrants de CALAIS, quand ils ont détruit leurs abris pour les obliger à partir ; c'était les mêmes arguments. Maintenant, ils généralisent avec la loi LOPPSI, qui permet au préfet de détruire les habitations qu'il trouve insalubres, et de mettre les occupants dehors, même l'hiver, "pour leur bien" .

Pour l'état, les gens très pauvres ne sont pas des personnes, mais des sous-humains.

4- C'est pour assimiler pauvres et délinquants.

Si on regarde, les lois aujourd'hui sont faites contre les pauvres, et c'est toujours eux qui souffrent le plus. Et l'état dit que c'est leur faute, et que c'est normal de les maltraiter encore davantage.

Ce n'est pas qu'en France, ça se passe partout dans le monde. En Algérie par exemple, ils veulent faire passer un article de loi pour dire que c'est un crime de

fuir le pays. Mais la personne qui prend tous les risques pour quitter son pays, n'est pas un criminel, elle agit par nécessité. Le type qui est venu ici n'est pas venu gratuit, il a fait des sacrifices, et il est prêt à bosser dur pour faire sa vie ici. Considérer ça comme un crime, c'est juger cette personne au même niveau que celui qui a tiré volontairement sur des gens. Tout est mélangé.

C'est pareil en France : des ouvriers sans papiers, des gens qui travaillent, l'état les considère comme des voleurs et des criminels, il les fait arrêter au travail, menotter, enfermer, expulser.

Il faut partir du réel : un ouvrier n'est pas un criminel, travailler n'est pas un crime.

5- Du côté de l'état, c'est une politique de force, sans aucun respect.

Face à ça, le nombre ne compte pas : pour la retraite, 3 millions de personnes, dans la rue, l'état s'en fiche.

En même temps, beaucoup de gens, acceptent de ne pas compter, ils ne sont pas d'accord mais ils pensent "Je ne peux rien faire, l'état est trop fort". Mais en fait, la vraie force de l'état elle est là, dans la tête des gens qui prennent ses idées et de ceux qui ne sont pas d'accord, mais ne disent pas ce que eux pensent.

Un exemple : sur le chantier où je travaille, il y a un ouvrier un peu âgé, un français de souche comme on dit, il a lâché son appart et il vit dans son camping-car, Ca l'arrange, ça lui permet d'économiser un peu, et pour les déplacements, c'est moins fatiguant. Il s'est garé devant le chantier, au fond d'un parking presque vide, loin des maisons. Il dérange personne, il est tout seul, tranquille, et il travaille la journée, mais le maire est venu lui dire qu'il devait partir, parce que les habitants, les commerçants se sont plaints. Le collègue, il a expliqué que c'est pour le chantier, rien à faire. Il est loin des commerces, pas sur un passage, rien.

Quand il a raconté ça, le chef d'équipe s'est mis en colère. Il lui a trouvé une place dans le chantier, et il a dit au maire ce qu'il pense de sa démarche ; ils ne sont pas revenus ! Tout le monde était en colère : c'est un ouvrier, il essaie

de s'arranger une vie moins dure, il n'embête personne.

De quel droit les gens veulent l'empêcher ? Ces commerçants, ces villageois, ils pensent comme l'état.

L'état montre sa force comme quoi il est là pour imposer sa loi, comme quoi

il s'en fout des gens ; **mais c'est les gens qui savent comment ils vivent et comment ils veulent vivre, c'est à eux à maîtriser leur vie.**

6- Chaque personne qui veut l'égalité, qui veut le droit pour tous, qui veut le respect, doit se mettre face à cette situation et ne pas laisser l'état écraser les gens qui cherchent à vivre.

Par rapport aux réactions, je ne comprends pas ce grand silence devant cette situation ; quelques-uns ont parlé, mais c'est parti comme un orage, il n'y a plus rien. Le CESEDA, les lois d'exclusion, la persécution de gens pauvres, le tri par l'argent, par la naissance, par le statut... c'est un ensemble, les éléments d'une politique d'inégalité, pour éliminer des gens et faire marcher les autres au pas. Ce n'est pas une réforme que le prochain gouvernement pourra changer. La police détruit des maisons, met des familles à la rue, enferme des personnes honnêtes, expulse, parce que ces lois les y autorisent. C'est tout le pays, les rapports entre les gens qui sont modifiés.

Face à ça, ce n'est pas une question de protester ou de manifester. **Il faut s'engager dans la durée, prendre ses responsabilités**

par rapport à cette gravité de la situation ; c'est chaque personne qui doit faire face, pas possible de se faire représenter, de se reposer sur quelqu'un d'autre.

*Il faut dire et continuer de dire que l'état doit arrêter de persécuter les gens. Au contraire, au lieu d'expulser les gens, il faut les laisser tranquilles, les laisser travailler, trouver leur place dans la vie. **La pauvreté n'est pas un crime.***

Pour ça, il faut régulariser les gens qui vivent ici, et donner à tous le droit de travailler légalement.

*Il faut l'égalité. **Chacun compte, les droits sont pour tous !** Il faut refuser le tri, casser les idées*

qui le permettent, comme "le mérite", "l'immigration choisie", etc....

L'origine, la religion, la maladie ... tout ça, c'est privé, c'est la vie de chacun, ça ne regarde pas l'état. Il n'y a aucune raison de stigmatiser les gens là-dessus pour les séparer des autres.

Ce n'est pas des paroles en l'air. C'est réfléchi. Ces points-là, j'en discute au chantier, comme parent d'élève, dans la famille. Avec les amis du *Rassemblement du Pays pour Tous*, je travaille à les mettre en oeuvre dans la pratique, selon les situations, et dans la durée.

Fellag



DROIT A LA SANTE POUR TOUS, UNE VIE = UNE VIE

L'Egalité appliquée à la santé est le droit à la santé pour tous. C'est se soigner selon ses besoins et non selon ses revenus.

L'équité appliquée à la santé n'est pas le droit pour tous. C'est se soigner en fonction de ses revenus et non de ses besoins.

L'équité n'est pas l'égalité. L'équité n'est pas 50-50 mais 30-70.

L'assurance santé dans le système privé est contraire à la liberté de choix et aux droits du patient. Le choix des soins n'appartient plus au patient en concertation avec le médecin mais dépend des intérêts financiers de l'assureur et des conventions passées entre l'assurance et les établissements de santé.

La Sécurité Sociale est la réalisation concrète du principe du droit à la vie. Elle est l'émanation du droit pour tous et l'affirmation de l'universalité du droit à la santé. Le système privé d'assurance santé, lui, n'est pas universel, il dépend des intérêts financiers de l'offre et de la demande donc de la loi du marché. Il ne s'agit plus de l'intérêt du patient, de la personne malade que nous pouvons être. L'idée d'un système de santé solidaire consiste à cotiser pour tous. Nous cotisons tous pour l'accès aux soins de toutes les personnes malades. Nous connaissons tous la maladie.

Un de mes amis travaillant aux USA a eu deux doigts coupés dans un accident. Pris en charge à l'hôpital, son assurance privée (le système de

santé est intégralement privatisé) lui a demandé de réimplanter un seul doigt, le moins cher à réimplanter. Cet ami veut réimplanter ses deux doigts.

Le médecin le souhaite et son diagnostic confirme cette possibilité. C'est l'intérêt du patient. L'assureur lui choisit de réimplanter le doigt le moins cher. Un seul doigt a été réimplanté. Ce n'est pas l'intérêt du patient. Cet ami n'a pas les revenus suffisants pour accéder à des prestations d'assurance lui autorisant de récupérer ses deux doigts. Le droit à la santé n'est plus universel. Les soins qui lui ont été prodigués lui offre une qualité de soins à la hauteur de l'effort de ce qu'il a pu payer pour l'achat de son forfait santé. C'est l'équité appliquée à l'accès aux soins.

Dans ce système de santé, soumis à la loi du marché, votre vie est égale à ce que vous possédez.

La réforme du système de santé aux Etats-Unis en mars 2010 élargit la couverture maladie à trente-deux millions d'américains sur les cinquante millions qui en sont dépourvus. Elle instaure l'obligation de contracter une assurance. Elle a été saluée par de nombreux médias de France. Dans un contexte où l'organisation des soins est décidée pour répondre à un objectif de réduction des dépenses publiques, elle semble une alternative à la sécurité sociale, système de santé solidaire.

La création d'une sécurité sociale solidaire a été rejetée par le sénat des USA. 18 millions de citoyens américains n'ont toujours pas d'accès à la santé. Dans le système de santé privé, le médecin soumet le diagnostic et le plan de soins à la compagnie d'assurance. C'est elle qui décide de l'accès des soins nécessaire à votre santé. La décision de vous soigner ne vous appartient plus.

Le droit à la santé est notre droit à la vie. Notre droit à la vie nous appartient. Notre devoir est de rendre notre santé indépendante de la loi du marché. Dans le droit à la vie, droit universel, une vie égale une vie.

La création de la sécurité sociale en 1945, émanation du programme du conseil de la résistance du 15 mars 1944 adopté dans la clandestinité, construit un système de santé pour tous indépendant de la loi du marché. Ce système échappe à la logique mercantile de la concurrence libre et non faussée et vit du principe de solidarité où chacun cotise pour tous à hauteur de ses possibilités et est soigné selon ses besoins.

En 1945, le pays était ruiné. Aujourd'hui, la production de richesse de la France est considérable et on nous explique que ce système de santé solidaire ne peut plus être ! Son déficit serait dû à des dépenses frauduleuses ou abusives, à l'irresponsabilité des malades et des soignants. Bien entendu, l'irresponsable, c'est toujours l'autre.

Jamais le partage des richesses et les décisions politiques conduisant à la réduction des recettes de la sécurité sociale ne sont évoqués dans la construction de son déficit. Les mesures destinées à sauver la sécurité sociale et l'hôpital public sont inspirées du fonctionnement des assurances automobiles privées et nous habituent à payer des franchises. Les lois de financement de la sécurité sociale accroissent toujours les remboursements de médicaments. Les mutuelles ou assurances privées s'efforcent de pallier ces remboursements pour leurs adhérents ou clients.

La sécurité sociale est sapée peu à peu de sa mission de garantir le droit à la santé pour tous.

La sécurité sociale couvre de moins en moins le risque maladie. Les remboursements sont transférés vers une couverture maladie privée et individuelle. La loi HPST instaure des partenariats "public-privé" pour transformer l'hôpital en entreprise avec des objectifs de rentabilité. Cet objectif est bien sûr décidé dans l'intérêt du patient. Pour atteindre cet objectif, les hôpitaux

doivent réduire leurs personnels et leurs activités au profit des cliniques commerciales.

Or le montant des dépenses non pris en charge par la sécurité sociale a progressé de 5% à 29% entre 2002 et 2008. Le nombre des personnes qui possèdent une complémentaire santé et qui renoncent à des soins pour impossibilité de paiement atteint 23%. 33% pour celles n'ayant pas de complémentaire.

Pour réduire le déficit de la sécurité sociale et des hôpitaux publics, la stratégie vise à responsabiliser par l'instauration de barrage financier à l'accès aux soins. Ce barrage crée une injustice pour les personnes contraintes de ne pas se soigner.

C'est une stratégie de division qui permet d'attaquer la légitimité de l'AME pour les sans papiers et la CMU pour les pauvres, de démonter le principe solidaire de la sécurité sociale. Au nom de l'équité, le malade qui se soigne, suspecté d'abus, doit payer une taxe compensatoire.

La franchise médicale introduit l'idée que les malades payent pour les malades.

Nous assistons à une transformation du système de santé où le patient, malade irresponsable, devient un consommateur de soins éclairé et responsable.

Dans la même logique, les soignants hospitaliers se voient octroyer des objectifs de productivité et de rentabilité. Le soignant devient, par conséquent, un producteur de soins. Nous sommes à l'usine. Nous fabriquons des soins et la personne malade est un "objet manufacturé".

Dans la réalité du quotidien, les gens malades ne vivent pas comme des objets inertes. Ils s'obstinent à être des personnes. Les soignants, têtus, ne veulent pas fabriquer des "objets". Ils ne choisissent pas d'être soignant pour produire. Ils aiment soigner des personnes et veulent prodiguer des soins pour tous. Tous veulent *"posséder et réaliser leur décision de réimplanter les deux doigts"*.

Nous connaissons tous la maladie. Nous ne consommons pas la maladie. Nous ne décidons ni de la maladie ni du moment ni de la durée de la maladie. Nous voulons nous soigner.

Nous pouvons décider. L'existence d'un système de santé solidaire, l'accès à la santé pour tous ne dépend ni de choix économiques ni de la loi de marché. L'existence de la sécurité sociale, le droit à la santé pour tous sont des choix politiques.

Luc

Le discours de Grenoble : analyse et propositions

6 mois après le discours que le Président de la République a prononcé à Grenoble, suite à un fait divers, nous nous sommes réunis pour confronter les réflexions et les affirmations de chacun sur ce texte dont les effets sont loin d'être totalement épuisés. Nous présentons ici une synthèse de cette discussion, dont est également issu l'appel à des Assemblées régulières.

1- C'est une déclaration de guerre :

Sarkozy conclut son discours ainsi : " *La guerre que j'ai décidé d'engager contre les trafiquants, contre les voyous, cette guerre-là vaut pour plusieurs années. Elle dépasse de beaucoup la situation d'un gouvernement, d'une majorité ou d'un parti.* "

Tout le discours est construit pour aboutir à cette conclusion, pour que chacun comprenne bien qui sont " les trafiquants " et les " voyous " : à l'origine, un acte de banditisme. Mais, affirme Sarkozy, " *C'est trop facile de dire qu'il y a d'un côté la grande délinquance et de l'autre la petite délinquance* ". .. "**C'est donc une guerre que nous avons décidé d'engager contre les trafiquants et les délinquants**". (C'est nous qui soulignons)

Le lieu de bataille est identifié : " *Comme nous l'avons fait en Seine Saint-Denis, nous avons décidé de nous occuper de certains territoires qui ont besoin d'une action ciblée pour que les conditions de l'ordre républicain y soient rétablies* ".

Les causes sont listées, avec chacune ses solutions :

Tout d'abord, la perte des valeurs, leitmotiv du discours : " *Ce n'est pas un problème social, ce qui s'est passé, c'est un problème de truands, ce sont des valeurs qui sont en train de disparaître. Il faut marquer un coup d'arrêt.* " Nous n'en saurons pas plus sur ces valeurs (assimilées à un " problème de truands ") dont la disparition justifie la

déclaration de guerre de l'état aux habitants de "certains territoires".

Les solutions sont connues :

- " *la vidéosurveillance, la vidéo-protection. On en a besoin* ".
- " *La loi antibande adoptée par le Parlement en mars dernier.* "
- " *les polices d'agglomération* "
- " *l'instauration d'une peine de prison incompressible de 30 ans pour les assassins de policiers ou de gendarmes.* "
- *déchéance de la nationalité française pour " toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de tout autre personne dépositaire de l'autorité publique.* " " *Quand on tire sur un agent chargé des forces de l'ordre, on n'est plus digne d'être français* ".

Autre cause : "la principale cause de la violence (...) c'est **la permissivité et c'est la démission**". Dans ce cadre, Sarkozy indique que " *La question de la responsabilité des parents est clairement posée* ". Pour y remédier, il est donc proposé entre autres une réforme du droit pénal applicable aux mineurs, la suppression des allocations familiales pour les élèves absentéistes, la création d'ERS (établissements de réinsertion scolaire) pour les "jeunes qui empêchent les autres d'étudier."

Après les parents irresponsables, les étrangers : " *Enfin, il faut le reconnaître, je me dois de le dire, nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration* "

insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration."

Et plus spécialement, les Roms : *"La règle générale est claire : les clandestins doivent être reconduits dans leur pays.*

Et c'est dans cet esprit d'ailleurs que j'ai demandé au ministre de l'intérieur de mettre un terme aux implantations sauvages de campements de Roms. Ce sont des zones de non-droit qu'on ne peut pas tolérer en France".

C'est donc parce que la France ne peut pas tolérer le non-droit que les Roms, citoyens européens, sont exclus du droit comme le sont les sans-papiers, voient leurs logements de fortune détruits et sont expulsés de France !

"Enfin, la politique de la ville. (..) Les moyens ne sont pas tout. (...) Des moyens supplémentaires bien sûr mais l'Etat ça ne peut pas être donner toujours plus et attendre toujours moins". Autrement dit, si les pauvres veulent s'en sortir, ils doivent faire des efforts et ne rien attendre de l'état.

Ce qui amène la conclusion : *"Les événements que Grenoble vient de connaître et leur gravité imposent de notre part une réponse ferme mais c'est peut-être une opportunité de sortir de la pensée unique sur la politique de la ville, sur la politique de l'immigration et sur la politique de la sécurité."* Opportunité systématisée quelques lignes plus loin : *"La guerre que j'ai décidé d'engager contre les trafiquants, contre les voyous, cette guerre-là vaut pour plusieurs années"*

C'est donc bien une déclaration de guerre qui ouvre et clôture ce discours, qui vise en vérité uniquement à dire qui sont les "trafiquants" et les "voyous" : les pauvres ciblés par la politique de la ville, les étrangers, ciblés par la politique de l'immigration, les "déviant", (c'est-à-dire tous ceux qui ne respectent pas les "valeurs"), ciblés par la politique de la sécurité.

2- Une redéfinition de l'état :

Ce texte marque un tournant, parce que l'état s'y affranchit de toute limite dans la guerre qu'il déclare aux gens du pays.

Il installe officiellement la police au coeur de l'état : Ce discours est prononcé pour installer officiellement, pour la première fois, un préfet policier, de plus ancien directeur de la PAF, la police des étrangers, celle qui arrête et persécute les ouvriers sans-papiers et leurs

familles. *"Alors il y a eu un grand débat pour savoir si un policier pouvait être préfet. Quand on est policier, on a le sens de l'Etat et le préfet représente l'Etat. Et je n'ai pas à choisir avec le Ministre de l'intérieur les préfets uniquement en fonction de leur rang de sortie dans une grande école de la République, mais en fonction de leur expérience, de leur connaissance, de leur capacité humaine et de leur envie de travailler."*

Il martèle que le lieu d'expertise n'est pas l'opposition droite/gauche mais l'état et le commandement étatique : c'est présent tout au long du discours : *" Il n'y a pas les caméras de gauche et les caméras de droite ". " Les postures politiciennes d'un côté comme de l'autre ne sont pas à la hauteur de la situation. Il ne s'agit pas de savoir ce que pensera tel ou tel parti, c'est son droit, il s'agit de savoir ce qu'il faut faire face à cette situation. "*

Et celui qui sait, c'est le Chef de l'Etat : *"J'ai décidé que ... Je vous annonce que ... Je souhaite que... Je vous demanderai également..."* Formules annonçant toutes des décisions comme déjà prises, même si certaines apparaissent comme totalement illégales (par exemple la décision de faire *"condamner automatiquement les multirécidivistes au port du bracelet électronique pendant quelques années après l'exécution de leur peine."*).

L'état est un, et il comprend tous les partis parlementaires, auxquels on peut ajouter les syndicats.

Son champ n'est pas le social, mais le sécuritaire et l'identitaire.

Dans ce discours, le Président de la République affirme que la seule réponse possible de la part de l'état aux problèmes que rencontrent les gens du pays est sécuritaire et policière : c'est la "perte des valeurs" qui crée la délinquance, les difficultés scolaires, la misère... : *"Des valeurs ont été détruites, il nous faut proposer des réponses adaptées à la situation."* Que sont ces valeurs ? Nous saurons seulement qu'elles sont incarnées par le policier : *"Quand on tire sur un agent chargé des forces de l'ordre, on n'est plus digne d'être français" et "Quand on est policier, on a le sens de l'état"*. Surprenante affirmation ! Que les policiers aient le sens de l'ordre, de la discipline, du devoir....mais "le sens de l'état" ?

Ou bien s'agit-il de ce que l'on a vu à l'oeuvre à Bobigny, où des policiers en tenue ont manifesté contre le Tribunal ?

Dans ce discours, les gens n'existent pas, tout est résolu par les chiffres, les statistiques. Il n'y a aucune réflexion réelle sur les causes, aucune logique, on passe du coq à l'âne. **L'état énonce et annonce qu'il n'est pas là pour la paix. Ce dont les gens ont besoin, ce n'est pas son problème.**

C'est une nouveauté, Jusqu'à présent, il y avait l'idée que l'état était nécessaire pour pacifier les relations entre les gens, Cela n'excluait pas la force et la coercition bien entendu, et l'inégalité, mais le rôle de l'état était de maintenir un certain équilibre, en tenant compte des gens du pays, de leurs besoins, de leur opinion. C'est fini, on l'a clairement vu sur les retraites, où la pression de la rue n'a eu strictement aucun effet sur la décision étatique.

3- Une proposition politique :

Il n'y a volontairement aucune logique apparente dans le discours, tout est mêlé, on passe du policier qui a le sens de l'état à l'affirmation qu'il ne s'agit pas d'un problème social, mais de valeurs en train de disparaître, sans jamais que ces valeurs soient définies, puis aux caméras de surveillance qui ne sont ni de droite ni de gauche, puis aux peines planchers, puis à la déchéance de la nationalité, et après un détour par les étrangers, les sans-papiers et les roms, on en arrive à la politique de la ville et à la déclaration de guerre aux étrangers, aux pauvres. Dans ce discours, l'état lie immigration, insécurité et quartiers populaires et assimile pauvres étrangers et délinquants.

Il s'agit d'empêcher toute appropriation par les gens de la situation, de promouvoir l'absence de pensée, l'absence de logique, de vision à long terme chez les gens, au profit de l'immédiat, de la réactivité au fait divers, de l'adhésion à des formules. Il y a une seule proposition politique, martelée et mise en oeuvre : le sécuritaire.

Pour ça, l'état s'occupe de trier, de classer les gens, entre les " utiles " et les " inutiles " (à qui ? à quoi ?...), les " bons " et les "mauvais" (français, immigrés, jeunes, malades, ...). Ce tri, c'est son administration qui l'opère, c'est sa police qui l'applique, c'est ses politiciens qui le justifient. Et il propose à chacun dans le pays d'accepter ce tri, de le laisser faire, d'adhérer à sa politique " sans tabou " contre des gens du pays.

Adhérer à cela , c'est l'inexistence assurée.

4- La question du réel

Un ami sans-papiers du Rassemblement a coutume de dire : " *l'état est fort matériellement, mais il est faible sur le rapport au réel.* "

La seule façon de mettre à mal cette politique c'est de faire surgir, de rendre évident le réel de la situation, c'est-à-dire la réalité de la vie des gens, et ce qu'ils ont à en dire, ce qu'ils veulent, non contre les autres, mais pour tous.

L'état ne prend pas ce réel en compte, Sarkozy affirme que les causes (de la délinquance, de l'immigration, de l'échec scolaire, de la misère, du chômage des jeunes....) ne sont pas sociales, en

aucun cas. Sur l'école, par exemple, peut-être faut-il repenser l'enseignement, qui n'est plus adapté à la jeunesse et au mode de vie d'aujourd'hui. Mais non, pas question : la seule réponse, c'est " *d'isoler les perturbateurs*" et de les enfermer dans des établissements spéciaux

(les ERS). Ce n'est qu'une question de sécurité et de délinquance, la pédagogie, les problèmes sociaux, la psychologie de l'enfant, tout ça ne sert à rien pour penser la question de l'école, la seule réponse est d'exclure et d'enfermer les "déviant", ceux qui ne sont pas dans la norme fixée par l'état.

Ce faisant, l'état propose un autre réel, sa parole a des effets, et le fait que des gens adhèrent à son discours et à sa proposition construit ce réel, le matérialise.

On peut donc dire que l'état nie, réfute, gomme le réel de la vie des gens, pour construire son propre réel. **C'est pourquoi c'est chez lui le point de faiblesse : si les gens apparaissent, disent leur réalité, proposent là-dessus, il doit en tenir compte et ne peut plus faire comme si ça n'existait pas.**

C'est tout à fait possible. C'est par exemple ce qu'ont réussi les ouvriers sans-papiers, qui ont obligé l'état à reconnaître la réalité de leur vie ici, de leur travail ici, par leur affirmation tenace et obstinée. Ils ne sont plus des "clandestins", tout le monde sait qu'ils travaillent, et cela a modifié le discours de l'état à leur propos.

5- Quelles réponses possibles ?

Demander plus d'état : Nous l'avons vu, ce discours marque une rupture définitive entre l'état et les gens, voulue par l'état et dont la destruction systématique des grands services publics (en particulier la santé et l'école) est une conséquence. Face à ça, un courant se développe pour demander plus d'état . Est-ce encore une réponse possible aujourd'hui ?

Il ne faut pas confondre personnel étatique et politique étatique : Même si le personnel change, la politique sur le fond continue. Ce qui a été mis en place dans le cadre de l'état ne sera pas défait, même avec un changement de majorité. Par exemple, le Ministère de l'immigration a concentré toute l'administration pour les étrangers, qui dépendait auparavant des différents ministères (travail, santé, etc). Le tout est passé sous la férule du Ministre de l'Intérieur, entérinant le statut spécial des étrangers. Il n'y a plus d'opposition parlementaire sur ce point !

L'état a ceci de particulier qu'il y a continuité de la situation : par exemple, Obama , est un président noir élu dans un pays qui pratiquait encore l'apartheid il y a 50 ans. Ce n'est pas rien. Mais il est aussi là pour continuer la politique de Bush. Malgré ses promesses de campagne, il n'y a pas de rupture : Guantanamo, l'Iran, l'Afghanistan, le Patriot Act, rien n'est changé.. Il a même engagé la guerre au Pakistan. Et on n'a pas vu de grandes manifestations par rapport à ça aux USA.

En même temps, il y a parfois nécessité d'être un peu social pour obtenir l'adhésion des gens et les soumettre. C'est ainsi qu'il faut comprendre la réforme de la politique de santé initiée par Obama. (voir article "une vie = une vie") . Demander plus d'état ne tient pas compte de la nouveauté de l'état actuel, de sa séparation consommée d'avec la population, de sa capacité à s'affranchir des limites pour maltraiter de plus

en plus de gens dans le pays, jusqu'à l'élimination.

Partir de soi, de ce qu'on pense et le dire :

Le réel, c'est ce qu'il y a , la vie des gens. Si des gens, comme l'ont fait les sans-papiers commencent à manifester et à affirmer leur réel, "*on n'est pas des criminels, on travaille, on fait partie du pays, comme vous*", ils modifient les choses, ils obligent l'état à prendre en compte leur réel.

Partons de là comme point de rupture possible avec la proposition politique du discours de Grenoble pour les années qui viennent.

Les paroles ont des effets, elles engagent ceux qui les prononcent et ceux qui les entendent. Suite au discours de Grenoble qui présente la police comme une force exclusivement au service de l'état, en guerre contre les gens, plusieurs personnes ont été tuées par des policiers qui ont de suite tiré, sans chercher à les maîtriser. On a assisté à un véritable coup de force, avec des policiers en tenue, absous par leur Ministre, qui manifestent devant un Tribunal pour contester une décision de justice, sans que cela soulève l'indignation. Au contraire, la plupart des commentateurs étaient compréhensifs !

Si les paroles étatiques ont des effets, les nôtres ont aussi un effet, dans la mesure où elles disent le réel, et où nous les portons personnellement, publiquement.

C'est pourquoi nous appelons à nous rassembler samedi 8 janvier, à 15 h Place du Capitole, pour dire que le pays c'est tous les gens qui y vivent, que une vie égale une vie, que chacun compte, et développer les pratiques et les principes qui mettent la vie des gens au coeur de la politique.

Brigitte



POUR NOUS CONTACTER :

⇨ TÉL : 06-13-06-94-62 OU

NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

⇨ SUR INTERNET : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou

<http://www.ouvriersgensdici.net>

Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui

La 2° Rencontre se tiendra le Mardi 18 Janvier de 18h à 20h, à la salle Osète, rue du Colonel Pélissier, à Toulouse (métro Capitole) autour des points suivants :

Lors de la première "Rencontre pour penser l'aujourd'hui", nous avons proposé de définir l'Etat actuel (le gouvernement, les partis, la presse) comme étant un Etat sans limite. Il se revendique d'ailleurs ainsi : rappelons nous du slogan de campagne de Nicolas Sarkozy " ensemble tout devient possible ". Cette politique du " tout est possible " est clairement annoncée dans ses discours et mis en oeuvre dans ses actes. De ce point de vue le discours du président à Grenoble (30 juillet 2010) en est le révélateur.

L'Etat s'affirme donc comme sans limite pour mener à bien sa politique dont les 3 grands thèmes principaux sont la sécurité, l'immigration et l'identitaire. Il en résulte une politique de guerre aussi bien intérieure qu'extérieure et bien sûr aucun traitement des phénomènes réels auxquels les gens sont confrontés.

Pour notre deuxième "Rencontre pour penser l'aujourd'hui", nous proposons d'aborder le point suivant :

- *S'il est vrai que les discours de l'Etat ont des conséquences (lois, persécutions, mesures de police...) sur la vie des gens et créent une configuration particulière, peut-on dire que la parole des gens eux-mêmes, celle où chacun énonce ses propres convictions et principes pour tous, a des conséquences et crée d'autres types de configurations ?*
- *Quelles sont les conditions pour rendre cela possible ?*
- *Quel rapport au réel, à ce qu'il y a, cela demande-t-il ?*

Le texte initial des "Rencontres pour penser l'Aujourd'hui" est consultable sur le site.



~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Pourquoi et comment intervenir dans la situation, en toute autonomie, à partir de principes pour tous", Page 1 ;*
- ◆ *"Il ne faut pas laisser l'état écraser les gens qui cherchent à vivre ", Page 4 ;*
 - ◆ *"Droit à la santé pour tous : une vie = une vie", Page 6 ;*
 - ◆ *"Le discours de Grenoble : analyse et propositions, Page 8 ;*
 - ◆ *Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui, Page 12 ;*